

Les atouts et les risques des relations entre politiques et journalistes

Soleure COSIAP 3 novembre 2005

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de vous saluer et de remercier les organisateurs de m'avoir conviée à cette conférence.

Je me présente : je suis responsable de la rubrique suisse et de la rubrique économique de L'Hebdo, auparavant j'ai notamment travaillé à 24 Heures en rubrique économique, puis en politique vaudoise et fédérale.

Avant de rejoindre L'Hebdo il y a deux ans et demi, j'ai travaillé une petite année comme Déléguée à la communication du Département des institutions et des relations extérieures du canton de Vaud, dirigé par le Conseiller d'Etat Pierre Chiffelle. Manière de passer de l'autre côté du miroir, une expérience très enrichissante pour voir comment le travail des journalistes est perçu. Enfin, il me paraît utile de vous signaler que je donne un cours au Centre romand de formation des journalistes à Lausanne sur les relations entre politiciens et journalistes.

Un des premiers points que je mentionne lors de ce cours et dont je tiens aussi à vous faire part, c'est un rappel historique :

La liberté de la presse et les partis sont des enfants de la révolution. La Gazette de Lausanne, fondée en 1798 et dont le journal Le Temps est le successeur, se voulait un journal d'opinion au service d'une idée alors totalement neuve chez nous, la démocratie, l'égalité des droits entre citoyens.

Auparavant, il existait en Suisse des Feuilles d'avis, au sens de feuilles d'annonces, par exemple la Feuille d'avis de Lausanne, Feuille d'avis de Neuchâtel, devenus 24 heures, et l'Express. Dès la chute de l'Ancien Régime et l'instauration de la liberté de la presse, la presse politique s'est développée dans tous les cantons. Chaque parti avait son organe. Les grands noms qui signaient dans la Gazette de Lausanne ou la Nouvelle Revue par exemple étaient souvent des politiciens actifs, députés ou même Conseillers nationaux. L'apogée de cette coexistence naturelle et harmonieuse entre politiciens et journalistes se situe au tournant du XXI^{ème} siècle jusqu'à la première guerre mondiale.

Tempi passati, comme disent les Italiens, ces temps sont révolus.

Après deux siècles de compagnonnage au service de la démocratie, il faut malheureusement constater que journalistes et politiciens forment désormais une sorte de **couple infernal**, ils ne sont plus très loin de se considérer mutuellement comme un mal nécessaire, ils s'accablent de reproches. En la matière, la Suisse n'échappe pas à cette tendance lourde que l'on constate dans la plupart des vieilles démocraties occidentales.

Discrédités, les politiciens passent pour être « tous pourris », et nous autres journalistes n'avons pas non plus meilleure réputation, nous passons pour des manipulateurs sans scrupules.

Vous le savez, régulièrement, les instituts de sondage évaluent **la crédibilité des différentes catégories professionnelles**. Ainsi une enquête citée par le Temps en novembre 2004 indiquait qu'en Europe les médecins étaient crédités d'un taux de confiance de 40%, suivis par les hommes d'église 35 % de confiance. Selon le même classement, nous les journalistes inspirons 5% de confiance, et les politiciens 2%.

Pas franchement terrible.

Si le couple journaliste-politicien subit la même opprobre de l'opinion publique, il est au bord du divorce. Témoigne de cette mésentente une déclaration de Moritz Leuenberger, chef du Département de l'environnement, des transports, et de la communication. Lors d'une rencontre avec les éditeurs romands en janvier 2004, il a notamment dénoncé « une tendance des médias à l'impatience et à l'instantanéité, qui conduit à une politique d'annonce, une politique du mot et non de l'action ». Il s'est aussi demandé quelle était la pertinence de la thèse qui veut que « la presse ait un devoir de contrôle et de critique et que la mission des journalistes soit de dévoiler et de critiquer systématiquement ». Selon lui la critique devrait « éclairer », si elle n'a pour but que le changement pour le changement, si donc la critique est gratuite, elle

conduit à la polarisation politique _ tout est noir ou blanc_ à des changements de plus en plus fréquents. Et le conseiller fédéral d'en déduire pas moins que c'est un jeu « dangereux pour l'équilibre régional, linguistique et culturel de la Suisse ».

Voilà qui est grave et qui pose bien l'enjeu de la relation politique/journaliste. **Le journaliste est-il devenu un animateur du show politique, ou bien peut-il, doit-il retrouver sa mission d'information, de construction du débat politique ?**

Dans ce contexte, quels sont les atouts et les risques des relations entre personnalités politiques et journalistes ?

Commençons par les atouts !

Le système politique suisse se caractérise par **une très grande proximité**, et je dirais même disponibilité, du pouvoir politique. Il suffit de se rendre à l'étranger pour le mesurer. Même si l'accès au Palais fédéral a été récemment sécurisé, cet accès reste facile, et je crois que la population comme les journalistes et les politiciens sont attachés à cette immédiateté de contacts.

Je ne parle pas seulement de proximité physique ou d'accès, je parle aussi de connaissance directe et simple des personnalités engagées en politique. Compte tenu de notre système à trois niveaux, communal, cantonal, fédéral, il n'est pas rare qu'un journaliste retrouve au gouvernement ou au parlement un politicien qu'il a

naguère connu sur le plan local, au début de sa carrière politique. Exemples: Jean-Pascal Delamuraz était connu de trois générations de journalistes vaudois, cela simplifiait le contact, et créait une convivialité immédiate.

De même, en suivant les congrès de partis, notamment en période pré-électorale, on devient vite familier de personnalités hors de son canton d'origine, que l'on retrouve tôt ou tard. J'aime à dire que se rendre dans les congrès de partis pour un journaliste politique, c'est faire du terrain, comme le spécialiste des faits divers se rend sur le lieu du crime. Indispensable pour comprendre ce qui se passe vraiment.

Dès lors, il est facile de nouer des liens avec les élus politiques. L'avantage de cette proximité, de cette familiarité, c'est une meilleure connaissance de la personne et des dossiers qu'elle défend, la possibilité d'avoir un éclairage original et pertinent, de disposer d'informations de back ground, d'avoir des conversations off. Cette relation privilégiée avec l'un ou l'autre élu permet également de se faire introduire au près d'autres camarades de partis, de bâtir un réseau de contacts. Elle nourrit dans le meilleur des cas une information de qualité, utile au débat démocratique.

Du point de vue du traitement journalistique, il faut aussi noter, quoi que l'on en pense sur le fond, que cette proximité favorise **une approche personnalisée**, people, plus intimiste de l'homme ou de la femme politique. On se connaît bien, dès lors, il est plus difficile

de refuser une photo particulière, de livrer quelques bribes d'informations personnelles sur ses goûts et ses couleurs,... avec le risque d'un certain engrenage. Parce que le politicien a lâché une interview people à un journaliste qu'il connaît bien, il se verra sollicité par d'autres medias pour toutes sortes d'autres prestations.

Voilà les avantages pour les journalistes. Pour les politiciens, la bonne relation avec la presse assure **visibilité, reconnaissance de l'action, avantage concurrentiel par rapport à d'autres élus**, toutes sortes de sollicitations qui différencient avec le temps un simple élu d'une personnalité médiatique. D'autant que les journalistes sont parfois paresseux, utilitaristes, et surtout suiveurs : un politicien disponible pour les medias se fait vite repérer des autres. Le journaliste qui ne le connaît pas observe qu'en l'appelant, il peut compter sur la bonne explication ou le bon mot dont il a besoin. A cet égard, je me souviens exemple de la conseillère nationale libérale Suzette Sandoz, abondamment sollicitée à une époque, parce que femme et parce qu'elle avait des positions non politiquement correctes sur l'Europe, l'égalité homme-femme,...

S'il y a donc beaucoup d'avantages réciproques à bien s'entendre, il y a beaucoup de risques de dérapages.

La connivence peut virer à la complaisance. Pour ne pas fâcher quelqu'un d'utile et de sympathique, il n'est pas rare que des journalistes perdent leur sens critique, j'allais dire leur réflexe critique, qu'ils se mettent au service d'une carrière, d'un parti ou d'une

cause par paresse intellectuelle, que par conformisme et habitude, ils ne fréquentent que certains politiciens et pas les autres.

Avec pour résultat une information de médiocre qualité, qui n'intéresse que le microcosme, et qui ne sert ni le lecteur ni le citoyen.

La connivence empêche de présenter les faits et de les commenter avec la bonne distance. Le journaliste se focalise sur l'action d'une personne plutôt que de voir la responsabilité collective d'un parti, ou du collègue gouvernemental. Par sentimentalisme, il n'offre pas la bonne perspective à ses lecteurs.

Prenons un exemple, un conseiller d'Etat décide d'une mesure impopulaire qui surprend son électorat. Le journaliste qui l'aime bien louera son courage. Le journaliste qui a des sympathies partisans dira que le conseiller d'Etat trahit son parti. Mais quel journaliste observera que ce conseiller d'Etat minoritaire a peut-être été forcé par ses collègues d'assumer une mesure contraire à son programme électoral ?

La personnalisation qui découle de la connivence politique, le manque de culture politique parfois également, fausse l'appréciation.

J'aimerais évoquer encore un autre risque. Une trop grande connivence entre journalistes et politiciens nuit souvent à une relation durable. Le politicien habitué à un traitement complaisant ne supportera pas que le journaliste ou son media se montre critique par

exemple à l'occasion d'un bilan de législature ou d'un classement.

Les classements qui se font jour dans la presse sont ainsi détestés parce qu'ils gomme la relation de proximité sur l'autel de l'objectivité.

C'est ainsi que se détériore le climat entre classe politique et presse, et que l'on en vient à se considérer mutuellement comme un mal nécessaire.

Pour ne pas sombrer dans ce travers, je recommande aux uns et aux autres d'adopter **une attitude plus professionnelle**, de ne pas réagir de manière émotionnelle, de se souvenir que la mission du journaliste est d'informer et de rechercher inlassablement l'information, et que celle du politicien est de gérer la chose publique dans l'intérêt de tous, et que cette action pour réussir suppose une part d'ombre et de discrétion, d'ommissions, avant d'être présentée en toute transparence. Il faut comprendre le rôle de chacun, le respecter, supporter avec sérénité que l'intérêt de l'élu et l'intérêt du journaliste, et du public, ne puissent pas toujours correspondre dans le temps, il faut supporter cette tension dynamique.

J'ai parlé de professionnalisme, vous êtes tous dans cette salle à la fonction des professionnels au cœur des relations dynamiques et souvent compliquées que politiciens et journalistes entretiennent.

A la lumière de ma très courte expérience au service de la communication de l'Etat de Vaud, et de ma plus longue expérience de journaliste, j'aimerais pour conclure mon exposé vous livrer quelques réflexions peut-être un peu provocantes.

Longtemps, les politiques et l'Etat ont vécu sans communicateurs. Outre la demande des medias, favorisée par la complexification des problèmes, il me semble que c'est l'exemple du secteur privé, de l'économie, qui a entraîné Confédération, cantons et communes à se doter de spécialistes.

J'y vois la source d'une ambiguïté souvent ressentie, les nécessités de l'information ne coïncident pas toujours avec les logiques de la communication. Je peux formuler la chose autrement : je ne suis pas sûre qu'une bonne communication débouche toujours sur une bonne information.

Une bonne politique de communication s'insère dans une stratégie au sens large. Il peut arriver qu'elle occulte une partie de l'information nécessaire au débat public, puisqu'elle est orientée, et surtout qu'elle ne livre qu'un point de vue, aussi respectable et important soit-il.

Elle a une finalité de réussite, convaincre la population, le parlement, les partenaires institutionnels ou sociaux... mais aussi bien faite soit elle, elle ne

devrait jamais empêcher le journaliste de la compléter par d'autres informations, d'autres questions.

Votre professionnalisme et votre savoir faire font que souvent, les journalistes pressés et paresseux prennent sous dictée sans se poser la question de l'intérêt du public, sans se poser trop de questions puisque votre travail a permis de dévancer les plus dérangeantes. **On désamorce la critique, alors que les règles démocratiques supposent que la presse, quatrième pouvoir, apporte une critique constructive.** Les enjeux se banalisent, tous les medias répercutent le même point de vue ou presque. Et des pans entiers de l'activité de l'administration, du gouvernement ou du parlement, restent dans l'ombre. S'il n'y a pas de communiqués de presse, de conférence ou de dossiers de presse, il n'y a pas d'infos.

A ce stade, j'aimerais ajouter s'il n'y a pas de fuites organisées, il n'y a pas d'infos, mais c'est un autre débat.

Le trop plein de communication tue le travail d'investigation du journaliste, l'encourage à la passivité, à mes yeux, il ne sert pas la démocratie.

Je ne voudrais pas être discourtoise à votre égard, ma critique ne porte pas sur la nécessité de diffuser une information de qualité, mais sur le fait que le journaliste est de plus en plus considéré comme un outil parmi d'autres, au même sens qu'une brochure tout-ménage, quelqu'un qui doit diffuser l'information, la rendre

visible, et pas un partenaire qui peut mettre les projecteurs, enquêter, où il le souhaite.

J'aimerais simplement que l'on se pose une question : la multiplication depuis une décennie dans certaines administrations, pas toutes, des communicateurs, constitue-t-elle un bon retour sur investissement ? L'action de tel gouvernement ou telle administration est-elle mieux perçue, plus claire pour les citoyens ? L'effort consenti a-t-il porté ses fruits ? Je ne veux pas généraliser, mais certains exemples justifient des doutes. Genève est le canton de Suisse romande le mieux doté en communication, il est celui qui a le plus mauvaise presse, et il ne jouit pas d'une grande estime au près de ses administrés.

Autre réflexion, la multiplication des communicateurs risque de finir par faire écran entre le journaliste et le politicien. **On ne parle plus à un conseiller fédéral, mais à ses conseillers.** Il y a bien sûr une question de disponibilité. Mais il me semble que rien ne peut remplacer un contact direct. Le communicateur aussi brillant soit-il n'est pas un élu, il n'a pas la même légitimité, ni la même autorité pour parler. Il est parfois difficile de discerner s'il est exactement sur la même longueur d'onde que son ou sa chef (fe). Loin de moi l'idée de supprimer ces aides bienvenues et nécessaires, mais force est parfois de constater qu'on ne sait plus très bien qui parle, le porte-parole, l'observateur avisé de la scène politique, le conseiller soucieux de protéger un chef malmené... cela finit par une phrase dans les

journaux du genre dans l'entourage de Pascal Couchepin, on souligne que, et le lecteur le reçoit comme la pensée même de Pascal Couchepin. Est-ce juste et surtout réellement éclairant pour le lecteur ou l'auditeur ?

L'utilisation du on très informé est commode, mais elle renforce chez le lecteur l'impression d'une classe politique désincarnée, coupée des réalités. Il faut s'en méfier.

Une démocratie directe comme la nôtre peut-elle supporter la multiplication des intermédiaires ?

Depuis quelques années, presse et élus sont piégés dans une sorte de show politique, très théâtral, que dénonçait Moritz Leuenberger. A coup de pseudo-révélation et de coups de théâtre, on vend du papier et on favorise certaines élections ou réélections. Mais ces manipulations, ces petits arrangements donnant-donnant entre politiciens et journalistes, assez courants à Berne, et je le crois ou je veux l'espérer, moins fréquents dans les cantons, ne servent pas le débat politique.

On vend du papier, on est réélu, mais on sape la Suisse car pendant que l'on fait du théâtre, on pose peu les bonnes questions, les vrais débats, on favorise peu la maturation des esprits, on lui préfère l'indignation artificielle.

J'en arrive à ma conclusion. Avec les élections fédérales de 2003, la fin de la formule magique ou de la concordance entre grands partis, définie au seuil des années soixante, la Suisse est entrée dans une nouvelle ère politique. Toutes les habitudes et toutes les certitudes font l'objet d'une remise en cause, afin de recréer d'autres équilibres.

J'espère que vous aurez perçu que dans mes critiques à l'égard des femmes et des hommes politiques, mes interrogations sur le rôle des communicateurs que vous êtes, **il y avait aussi beaucoup d'autocritique** pour ma profession, le journalisme.

Je vous remercie de votre attention.